©Robert

Sophie Wahnich
France

L'Universel

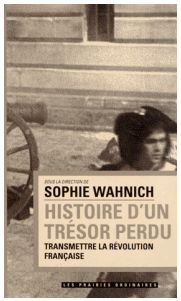
23/11/2013, Hôtel de Région, Lyon

L'auteur

Sophie Wahnich, directrice de recherche à l'institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain Laios (EHESS-CNRS), est historienne de la sensibilité politique à l'époque révolutionnaire. Pour mener ce qu'elle appelle une « profanation » des savoirs, au sens d'une restitution au public d'une forme d'histoire critique, elle affirme qu'il faut manifester dans l'écriture de l'histoire une dimension sensible qui postule des valeurs politiques communes. L'histoire est ainsi simultanément de la science historique et une pratique de conscience politique.
Si les émotions sont des outils rationnels d'évaluation morale, non seulement indispensables mais indépassables à toute humanité, alors la critique historique ne saurait à son tour se décharger de son implication sensible. D'un point de vue théorique et méthodologique, il s'agit ainsi de ne plus considérer qu'émotions et discours rationnels sont deux sphères distinctes de la vie sociale mais de comprendre comment les déterminations sociales et historiques lisibles dans les émotions sont à l'œuvre dans des processus de subjectivation et de décision. La démarche est de ce fait pluridisciplinaire et vise à articuler des domaines souvent disjoints : histoire du politique, analyse politique de la souveraineté et de la place de la violence, anthropologie des rituels, de la vengeance, du sacré.
Ses livres s'inscrivent contre une vision de la Révolution aujourd'hui encore dominante, pour laquelle à la « bonne » Révolution de 1789-1790 succèdent flots de sang, massacres affreux, détournements coupables d'une belle idée par les « terroristes », Robespierre, Marat et consorts.

Zoom

Histoire d'un trésor perdu — Transmettre la Révolution française Collectif (Les Prairies Ordinaires, 2013) (367p.)



La Révolution française a été taraudée par une question : comment transmettre l'événement inouï aux générations qui ne l'auront pas vécu ? Les révolutionnaires ont alors cherché à inventer des institutions civiles qui permettraient d'entretenir le souvenir, mais surtout une tenue, une manière révolutionnaire d'être au monde. Cette question, ces institutions, les lieux et les pratiques qu'elles ont fait surgir, sont autant de laboratoires sociaux sensibles pour comprendre comment l'événement depuis 1789 a été régulièrement réinvesti mais aussi dénié, renié, travesti, désinvesti, au point de devenir une sorte de « trésor perdu » pour des héritiers sans testament.
La Restauration, les années 1830-1848, le Second Empire, la Commune de Paris, la Troisième République, le début du XX^{e} siècle socialiste, les années sombres, ont métabolisé cette séquence brève dans de grandes discontinuités. Et les affrontements mortifères ont perduré de la Seconde Guerre mondiale à aujourd'hui. Loin d'une signalétique ambiguë faite de bonnets phrygiens, de bastilles à prendre et autres constituantes, ce livre invite à ne rien imiter mais aussi à ne rien négliger d'une histoire qui n'a pas été seulement libérale, d'une transmission qui n'a pas été seulement historiographique.
Il invite, plus simplement, à retrouver la Révolution comme référence émancipatrice.

L'œuvre

Histoire d'un trésor perdu — Transmettre la Révolution française Collectif (Les Prairies Ordinaires, 2013) (367p.)
L'intelligence politique de la Révolution française (Textuel, 2013) (144 p.)
Culture & Musées N° 20 (Actes Sud , 2013) (231 p.)
La Révolution française — Un évènement de raison sensible 1787-1799 (Hachette Supérieur, 2012) (303 p.)
Devenir des universités. Ramener la foi en l'impossible, avec Marie Cuillerai (L'Harmattan, 2010)
Les émotions, la Révolution française et le présent (CNRS, 2009)
La longue patience du peuple : 1792, naissance de la République (Payot, 2008)
Une histoire politique de l'amnistie, dir. Sophie Wahnich (PUF, 2007)
Les territoires de l'amnistie, entre clémence et tolérance zéro, dir. Sophie Wahnich (L'Harmattan, 2007)
La liberté ou la mort (La Fabrique, 2003)
Lyon en Révolution, des objets qui racontent l'histoire (EMCC, 2003)
Les musées des guerres du XXe siècle : lieux du politique ?, dir. Mireille Gueissaz et Sophie Wahnich (Kimé, 2001)
L'État contre la politique ?, dir. Martine Kaluszynski et Sophie Wahnich (L'Harmattan, 1998)
L'impossible citoyen, l'étranger dans le discours de la Révolution française (Albin Michel, 1997 – 2010)

L'intelligence politique de la Révolution française (Textuel, 2013) (144 p.)

Ce volume n'a pas pour ambition de raconter par les textes l'histoire de la Révolution française. Il s'agit plutôt, sur des questions actuelles, de mettre à disposition du public « l'intelligence politique de la Révolution française ». Cette intelligence faite de principes, d'arguments, de convictions, d'une faculté de juger qui passe souvent par le sensible, est à la fois ferme et diffuse. Il y a certes les grands ténors, grands orateurs des assemblées et des clubs qui auront ici la part belle, mais aussi les grands journalistes, et toute une myriade de porte-paroles qui débattent localement et envoient des adresses, des pétitions, des couplets, des poèmes à l'Assemblée, « sanctuaire de la fabrique des lois ».

C'est cette variété des manières d'intervenir dans le débat public que l'auteur a choisi de montrer, à l'heure où cette multiplicité existe à nouveau dans l'espace virtuel mais sans connaître d'institutionnalisation dans la vie politique réelle, celle qui conduit effectivement à la fabrique des lois. A travers ces textes, Sophie Wahnich confronte les grands débats de la Révolution française avec ceux d'aujourd'hui.

Elle rappelle par exemple que, pour les révolutionnaires, l'égalité n'est qu'une expression de la liberté réciproque. Autrement dit, la liberté s'arrête là où commence celle d'autrui. Une conception communément admise qui entre pourtant en profonde contradiction avec la vision capitaliste d'une liberté illimitée, de facto incompatible avec l'égalité. En mobilisant la pensée révolutionnaire, Sophie Wahnich éclaire aussi les questions d'exclusion politique et sociale, les enjeux de l'émeute populaire comme outil et comme droit nécessaire dans la résistance à l'oppression, ainsi que les intrications entre liberté de conscience, conscience publique et laïcité.

Elle compose ainsi comme un bréviaire du révolutionnaire, salutaire et étonnamment moderne.

Culture & Musées N° 20 (Actes Sud , 2013) (231 p.)

Qu'arrive-t-il à l'histoire quand elle est muséographiée ? Quels déplacements subissent les processus ordinaires d'accréditation et d'interprétation de l'historien ? Quels rôles jouent les collections et les mises en scène, entre illustration d'un point de vue, prétexte à l'enquête, ou énigme maintenue de l'objet silencieux ? Les muséographes sont devenus des professionnels clés de l'espace muséal.

Comment leurs objectifs se concilient-ils avec ceux des historiens ? Est-il possible de fabriquer une histoire au musée qui tienne compte à la fois des contraintes de l'historien et de celles du musée ? En décrivant, en analysant les expositions des musées d'histoire des guerres, du colonialisme et des camps, les articles de ce numéro posent à ces musées des questions épistémologiques sur l'histoire déplacée au musée et interrogent les effets idéologiques et symboliques produits par ces déplacements.

Ce sont ainsi des outils critiques sur tout projet de musée d'histoire qui sont ici mis à disposition des lecteurs.

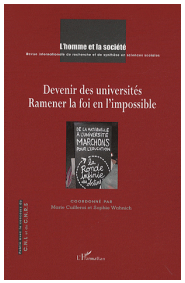
La Révolution française — Un évènement de raison sensible 1787-1799 (Hachette Supérieur, 2012) (303 p.)

L'histoire de la Révolution française depuis le bicentenaire semblait vouée à la commémoration et à son calendrier. La revisiter permettait de se remémorer origines, fondements, et errements des démocraties naissantes. Mais, selon les termes de Claude Levi-Strauss, elle pouvait apparaître comme relevant d'une fonction mythique. Elle était une histoire révolue ou froide, désactivée.

Or les fortes turbulences financières et sociales qui, depuis au moins 2008, déstabilisent les mondes occidentaux endettés donnent à la question révolutionnaire une nouvelle actualité. Elle peut redevenir cette histoire chaude dont nous aurions besoin pour retrouver une compétence imaginative. Un manuel d'histoire de la Révolution française ne doit plus seulement conduire à déambuler dans le foisonnement des vestiges patrimoniaux, mais bien à comprendre comment nos grands ancêtres peuvent nous aider à faire face aux incertitudes du présent avec plus de lucidité, de pertinence réflexive et de courage, en un mot de civisme. La recherche la plus actuelle a remis à l'honneur la dimension sensible des phénomènes politiques : émotions publiques, rituels d'apaisement ou de transmission, sacralité de la loi, valeur des mots d'esprit et de toute compétence discursive habitée des nouveaux sentiments ou sensibilités politiques.

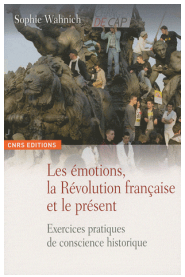
Ce manuel a l'ambition de proposer des synthèses qui ne fassent plus de cette dimension sensible un objet à part mais bien le cœur de ce qui peut renouveler le regard porté sur un événement où la rupture ne peut trouver son sens et sa dynamique qu'entre raison et émotion. C'est ainsi qu'il faut entendre la belle expression des révolutionnaires : « raison sensible ».

Devenir des universités. Ramener la foi en l'impossible, avec Marie Cuillerai (L'Harmattan, 2010) (219 p.)



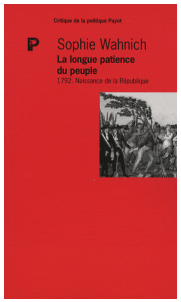
La Ronde infinie des obstinés (2009) avait signifié le caractère têtu dans l'adversité de ceux qui, sachant sans doute qu'ils n'empêcheraient pas la loi LRU d'être la nouvelle norme des pratiques et activités universitaires en France, souhaitaient encore et toujours signifier qu'ils se refusaient à plier leur pensée à cette norme. Ce numéro tente de faire le point sur cette nouvelle norme et sur cette foi au regard de son historicité. Il s'agit aussi de faire archive d'un événement qui, touchant l'université, touche aussi ce qu'il advient aujourd'hui de la circulation de la pensée et de la critique : obscurcissement de mots valeureux dévoyés dans leur mise en œuvre (autonomie, responsabilité), mise sous tutelle de l'argent de l'autonomie de la recherche, déresponsabilisation devant l'expérimentation risquée et indéfinie du savoir.

Les émotions, la Révolution française et le présent (CNRS, 2009) (380 p.)



En 1789 la déclaration des droits de l'homme et du citoyen inscrit à l'article 2 un droit de résistance à l'oppression fondé sur le pouvoir normatif des sentiments et des émotions. En 1795 les thermidoriens évacuent ce droit et refoulent du même coup les émotions de l'espace public. Une division apparaît alors dans le champ des savoirs : les sciences morales et politiques, dont l'histoire, se séparent de la littérature et des beaux-arts.
Depuis, le discours historique oscille entre un désir de science qui lui fait oublier sa nature fondamentalement littéraire et politiquement sensible, et un désir de politique qui l'oblige à renouer avec sa dimension narrative et littéraire. De la figure de l'homme sensible du XVIIIe siècle au modèle d'un historien sensible aujourd'hui, le passage est possible. Penser la contemporanéité de l'un permet d'imaginer la nécessité de l'autre : un historien réconcilié avec sa fonction critique dans le présent de l'histoire, ses compétences scientifiques et ses compétences littéraires. C'est dans cet effort que l'histoire peut redevenir un savoir politique disponible.

La longue patience du peuple : 1792, naissance de la République (Payot, 2008) (536 p.)



Longtemps la politique révolutionnaire a été saisie sous la métaphore du théâtre. Sophie Wahnich propose de l'appréhender sous celle de l'opéra et redonne ainsi la voix de leur pouvoir souverain à ceux que l'on a trop vite considérés comme spectateurs de la politique. Cette voix est celle d'un peuple patient, soucieux de la justice, capable d'articuler ses revendications avec intensité. Mais une dynamique infernale mène à l'insurrection du 10 août, à l'abolition de la royauté, à la naissance traumatique de la République : amnistie de la fuite du roi, oubli de la fusillade du champ de Mars, fausse concorde, manœuvres dilatoires de représentants qui restent sourds aux alarmes et aux espoirs exprimés dans un vaste mouvement pétitionnaire, n'en finissent pas de mettre à l'épreuve « la longue patience du peuple ». Pour obtenir justice ou simplement reconnaissance de sa souveraineté, le peuple hausse le ton, est acculé à une violence dont il ne voulait pas mais qu'il assume dans le deuil. Sophie Wahnich renverse l'ordre des responsabilités quand la violence surgit : ce n'est plus le peuple qui laisse se déchaîner la violence, ce sont des représentants indifférents et inconscients qui le poussent à faire usage de la violence comme seul langage audible et irréversible. Une attention soutenue aux textes s'accompagne ici d'une écriture qui se fait récit littéraire. Les enjeux de ce livre, on l'aura compris, ne sont pas seulement historiques et historiographiques, ils visent à faire comprendre ce qui se joue, quand la voix du peuple, organe émancipateur, devient inaudible dans l'espace public.

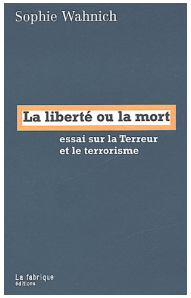
Une histoire politique de l'amnistie, dir. Sophie Wahnich (PUF, 2007) (263 p.)

L'amnistie est souvent vécue comme un dispositif qui voile la vérité historique et s'oppose à la justice due aux victimes. Comprendre la construction historique de cette représentation et la critiquer pourrait redonner à l'amnistie ses lettres de noblesse. Si les normes historiques de la clémence et de l'intolérable permettent de saisir qu'amnistier des crimes contre l'humanité, c'est confondre le monde et l'immonde, toutes les amnisties ne ressortent pas de cette violence faite à la société et à son éthique. Les amnisties réparatrices sont celles qui cherchent à inclure dans la société la conflictualité politique passée et à lui reconnaître une valeur politique, malgré l'usage de la violence. L'amnistie ou son refus sont ainsi indissociables de la qualification des crimes concernés et supposent toujours une réécriture de l'Histoire. La tolérance zéro est aujourd'hui une rêverie liée à l'expérience du terrorisme international comme des délinquances locales, qui renoue avec le fantasme d'en finir une fois pour toutes avec la division. Ce travail propose un autre horizon : celui de sociétés européennes capables de vivre avec leur part d'irréconciliable, leur part d'irréconcilié, pour apporter au débat public et à la réflexion des législateurs un éclairage sur l'institution de clémence la plus ancienne et la plus controversée de la tradition démocratique.

Les territoires de l'amnistie, entre clémence et tolérance zéro, dir. Sophie Wahnich (L'Harmattan, 2007) (237 p.)

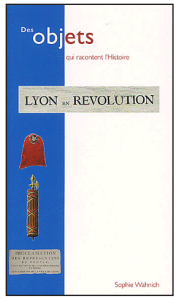
L'histoire des amnisties politiques en Europe se présente comme celle de processus juridiques qui, par l'impératif d'oubli, permettent à un événement traumatique d'être mis à distance, empêchent rancunes et rancœur d'empoisonner le présent de l'histoire. En Italie, peut-on dire que la non-amnistie des « années de plomb » empoisonne le présent ? A contrario, en France, l'amnistie des derniers événements traumatiques de grande ampleur, comme la collaboration et la guerre d'Algérie, n'a-t-elle pas laissé des traces d'illégitimité pour avoir masqué la vérité historique, voilant ce qui rendrait justement possible aujourd'hui des relations pacifiées avec ces pans difficiles de l'histoire nationale ? Le sang versé dans un climat qualifié de terroriste dans le cas italien, l'implication dans le génocide des juifs pour nombre de collaborateurs, les actes de torture pour les acteurs de la guerre d'Algérie, ont donné à l'amnistie un caractère scandaleux. Ce caractère scandaleux peut cependant être mis à l'épreuve d'une analyse critique qui permet de distinguer entre deux modèles d'amnistie : celle où les vaincus ont remis en question les principes démocratiques et celle où les vaincus ont été amenés à faire usage de la violence au nom d'un patriotisme démocratique. Dans l'un et l'autre cas, les bénéficiaires et les fondements politiques de l'amnistie diffèrent. Dans une Europe qui semble faire de moins en moins cas des principes démocratiques les territoires de l'amnistie produisent une conscience historique ambivalente.

La liberté ou la mort (La Fabrique, 2003) (112 p.)



Ce livre va à l'encontre d'une représentation de la Terreur qui, depuis Thermidor, en fait un objet de dégoût et de honte dans l'histoire de la Révolution. Ce dégoût « n'est séparable ni du parallèle construit avec l'histoire des catastrophes politiques du XXe siècle, ni de l'idéalisation du modèle démocratique actuel ». La demande de terreur de l'été 1793 a pour cause l'effroi ressenti par le peuple parisien à la mort de Marat, effroi d'où émerge la détermination de « mourir pour la liberté » – la liberté ou la mort. C'est parce que l'Assemblée n'a pas mis en jugement ceux qui ont tiré sur le peuple aux Tuileries le 10 août 1792 que le peuple entre dans les prisons en septembre et reprend le glaive de la loi. Le souvenir de ces massacres hantera les révolutionnaires, soucieux « d'inventer les formes symboliques qui permettront de contenir l'ardeur ». Ainsi, le tribunal révolutionnaire est-il une manière de mettre des bornes à l'exception souveraine dans sa fonction vengeresse. Et la mise en équivalence morale de l'an II et de septembre 2001, « non-sens historique et philosophique, est l'effet de ce qu'on pourrait appeler la rémanence rétinienne de l'image de la terreur révolutionnaire ».

Lyon en Révolution, des objets qui racontent l'histoire (EMCC, 2003) (135 p.)



A partir des objets sélectionnés dans le riche fonds révolutionnaire du musée Gadagne de Lyon, ce livre propose un nouveau regard sur cette période significative de l'histoire de Lyon. En distinguant mieux la légende de l'histoire, en s'interrogeant à nouveau sur les faits troublants de l'événement, c'est une nouvelle page de l'histoire commune qui s'écrit.

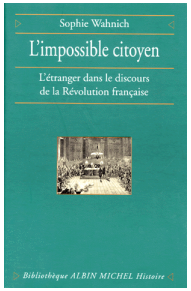
Les musées des guerres du XXe siècle : lieux du politique ?, dir. Mireille Gueissaz et Sophie Wahnich (Kimé, 2001) (183 p.)

Les musées des guerres du XX[e] siècle sont ici parcourus pour comprendre les enjeux qui les façonnent et décrypter le sens politique qu'ils produisent. Sophie Wahnich propose une lecture critique de la muséographie de l'historial de la Grande Guerre à Péronne. Elle s'interroge ainsi sur l'occultation de la « dimension politique de la guerre « dans une scénographie »irénique et réconciliatrice ». Dans une étude fouillée des collections militaires allemandes, Isabelle Benoît rappelle, de son côté, l'imposition, à l'Est, par l'armée rouge, de « hauts lieux » pour glorifier ses faits de guerre. D'autres textes encore réfléchissent aux manières de voir et montrer la guerre.

L'État contre la politique ? dir. Martine Kaluszynski et Sophie Wahnich (L'Harmattan, 1998) (339 p.)

Décrire les expressions historiques de la construction de l'Etat permet d'interroger un processus et ses effets. D'abord lié à un projet politique, celui par exemple de l'ambition républicaine, l'Etat est conçu comme un outil pour offrir des points d'appui au travail de décision politique. Si des expériences ou des modèles locaux sont réappropriés pour lui donner une forme, l'Etat doit rester un acteur contraint par les logiques politiques dont il est issu. Or les appareils administratifs peuvent avoir la tentation de s'autonomiser et de produire à leur tour de nouvelles configurations politiques échappant aux processus de décision politique réglés. Aujourd'hui, comme hier, l'Etat peut devenir un danger, s'il ne reconnaissait plus son devoir de soumission à la décision politique, mais plus encore si, à son corps défendant, il devenait une machine antipolitique opacifiant toujours davantage la fonction politique du citoyen, électeur ou élu. Offrir des outils pour saisir la distinction entre une fonction politique et créatrice face à une fonction administrative et gestionnaire pourrait être l'ambition de ce recueil de textes.

L'impossible citoyen, l'étranger dans le discours de la Révolution française (Albin Michel, 1997 – 2010) (403 p.)



Le magnifique impératif de Saint-Just, « il faut que vous fassiez une cité, c'est-à-dire des citoyens qui soient amis, qui soient hospitaliers et frères », côtoie un décret qui exclut les étrangers de l'espace politique. Après avoir connu les bienfaits de l'hospitalité, l'honneur de porter le titre de citoyen français au nom de l'universalité qu'ils incarnaient, les étrangers sont devenus en l'an II d'impossibles citoyens. Tout en affirmant l'universalité du droit qui la fonde, la nation souveraine construit ses limites. Persuadée qu'il faut se laisser perturber par les résonances produites par la confrontation du passé et du présent, c'est avec une sensibilité actuelle que Sophie Wahnich aborde le regard de la Révolution sur l'étranger. Elle saisit ainsi à leur naissance les questions qui ne cessent de se poser à la conscience politique. De l'enthousiasme de la fête de la Fédération à Thermidor, elle établit avec rigueur la chronologie des attitudes révolutionnaires, confronte les discours, la production de la loi et les pratiques administratives. Au moment où l'on assiste à la réforme du code de la nationalité, à la remise en cause du droit du sol et à la dénégation de l'hospitalité républicaine, il s'agit de méditer sur les fondements contradictoires de l'appartenance nationale et de relancer avec lucidité les clés de l'universel.